



Notion de prérequis

Le terme est beaucoup utilisé ces derniers temps, sans qu'un minimum de réflexion, de précaution soient présentes. Que signifie ce terme exactement ? Une définition rapide (Larousse, internet) dit ceci : « Condition ou ensemble de conditions à remplir pour entreprendre une action, exercer une fonction, etc. ; préalable. »

Mais, bien entendu, plus important qu'une définition littérale, ce qui importe c'est de savoir ce que le terme recouvre exactement et surtout pourquoi, à cet instant précis, dans ce contexte scolaire, il est abondamment utilisé à propos de l'entrée à l'Université.

UN PREMIER SURVOL

Un parcours rapide de la littérature pédagogique (revues, ouvrages) met en évidence une première chose : cette notion n'est pas clairement définie et n'a pas été vraiment étudiée. Tout au plus avons-nous trouvé, sous réserve bien sûr d'inventaire plus sérieux, quelques travaux, notamment ceux d'Indrizzi (voir en pièce jointe). C'est donc au mieux une façon de parler. Très souvent elle est synonyme d'autres mots comme « préalable » ou, encore plus évident, comme « ressource ». Avoir ou pas les ressources pour ou les prérequis pour... est parfaitement équivalent dans le discours. On peut trouver quelques polémiques sur l'utilisation préférentielle du néologisme « pré-acquis ».

Nous sommes donc dans un sens commun pas plus rigoureux que le « bon sens » qui peut faire dire à quelqu'un « il (ou elle) n'est pas fait pour ce métier ».

Bref nous en sommes réduits à prendre la définition du dictionnaire (Internet) assez simpliste : condition préalable à...

Est-ce de cela dont on parle à propos du sujet qui occupe, à savoir l'entrée à l'Université et principalement, pour nous, en STAPS ? Des conditions préalables ?

AU-DELÀ DES MOTS

La situation de l'Université aujourd'hui est assez claire et sans ambiguïté : la seule condition pour l'entrée est l'obtention du Bac qui garantit justement que le lauréat a satisfait aux exigences attendues en fin de scolarité secondaire donc, pour dire les choses dans le langage du moment, ayant les prérequis pour l'entrée à l'Université.

Si le projet sociétal n'est plus celui-là, si l'institution et l'Etat ne peuvent plus tenir leurs promesses, il faut donc s'interroger sur la loi (bien entendu nous ne proposons pas pour notre compte de revenir sur cette logique).

Si l'institution dysfonctionne, ce qui semble être le cas puisque d'aucun considère que la formation validée par le Bac ne dispense pas les connaissances, savoirs, compétences nécessaires pour poursuivre des études, alors il faut s'interroger sur son fonctionnement. Si le niveau d'exigence est insuffisant, alors il faut remettre en cause toutes les politiques, de gauche comme de droite, qui depuis 20 ans ont conduit la France aux résultats bien connus de PISA.

Le service public a, en plus d'une certification de fin d'études, mis en place un système dont la fonction est de mettre chacun face à ses choix, ses goûts des possibilités du moment (qui ne préjugent en rien celles à venir) : ça s'appelle l'orientation, avec des professionnels pour assumer cette fonction. Ce système est-il défaillant ? Si oui, pourquoi et à cause de quoi ?

Le discours actuel sur le problème des STAPS se pose de façon assez simpliste : il y a problème parce que trop de jeunes veulent suivre ces études par rapport aux moyens dont disposent les STAPS ! En quoi est-ce un problème prérequis ? Mais ce discours classique a un corollaire : il y a trop de demandes venant d'élèves aux capacités scolaires trop faibles. Les bacs pro. pour parler vrai. Des élèves dont on dit qu'ils n'ont pas les capacités, ou les ressources, ou, enfin, les prérequis. Le terme est plus soft.

RENTREZ DANS LE DÉTAIL !

Raisonnons par l'absurde, comme en maths, et admettons que c'est vrai. Mettons donc en place des prérequis pour limiter l'entrée en STAPS, ou tout au moins s'assurer que les meilleurs élèves entreront bien car il faut bien admettre que ce qui a fait

le buzz c'est ce « bon élève » avec 18 de moyenne qui se voit refuser l'entrée. Si ça avait été un élève de Bac pro aurions-nous eu le même traitement médiatique ?

Première question : quels sont ces prérequis qui ne seraient pas les mêmes pour toute filière universitaire ? Qui veut aujourd'hui des Bacs pro. qui plombent les statistiques ? Autrement dit, est-ce qu'un bon niveau de culture générale n'est pas en fait requis pour tout l'enseignement supérieur ? Si on retient, par exemple, le niveau en sciences et en français pour les STAPS, il faut le faire pour tout le monde. Et ça s'appelle une sélection, fonction occupée auparavant par le Bac.

Donc les prérequis pour entrer en STAPS ne peuvent être « le niveau de culture générale », sanctionné par le Bac qui est normalement un passeport pour toute spécialisation ultérieure et, rappelons-le, le premier grade universitaire.

Deuxième question : qu'est-ce qui est spécifique aux STAPS ? Avant (il y a longtemps !) le problème était plus étroit, les STAPS formaient principalement à devenir enseignant d'EPS ou professeur de sport. Aujourd'hui c'est 5 parcours (en licence) qui vont du parcours « management » à « éducation-motricité » en passant par l'activité adaptée, l'entraînement sportif ou encore l'ergonomie. Quoi de commun à ces parcours ? D'après certains : rien. Pour d'autres c'est justement l'intitulé « sciences et techniques des APSA »... Bizarrement les tenants de la deuxième option (dans laquelle nous nous rangeons) ont perdu la bataille du « pouvoir » en STAPS au profit d'une juxtaposition de sciences et de champs professionnels. C'est une question épistémologique non réglée à ce jour.

Mais malgré tout la L1 et la L2 restent globalement communes à ces parcours. Quelqu'un qui entre en STAPS et qui veut suivre tel ou tel parcours doit avoir alors quel pré-requis, hormis la « culture générale » ?

Il pourrait paraître évident aux non-spécialistes de la question que l'expérience sportive devrait, pourrait être ce prérequis. Mais combien de formateurs aujourd'hui pensent que ce n'est pas nécessaire. Certains disent que même pour devenir professeur d'EPS ce n'est pas nécessaire. D'ailleurs on trouve de plus en plus de profs d'EPS qui ont, gentiment, un niveau très faible (voir les commentaires autour du CAPEPS), c'est à dire qui n'ont jamais éprouvé ce qu'ils demandent aux élèves.

Mais sortons de cet exemple caricatural, bien que réel. Suivre la filière management du sport requière-t-elle un niveau de pratique élevé ? Pas évident. De même pour le champ du handicap : à partir du moment où je travaille avec des personnes en situation de handicap, et n'en n'ayant pas moi-même, la pratique sportive peut-elle être un critère ?

Exit donc le niveau « physique » comme assurance tout risque, et puis, en Bacs Pro., il y a beaucoup de bons footballeurs...

Dernière question : quoi d'autre ? Une autre idée vient assez spontanément, c'est ce qui tourne autour du « contact » avec les jeunes : encadrement en club, en centre aéré, diplôme du BAFA, etc.

Là encore les évidences n'en sont pas vraiment. Tout en STAPS ne conduit pas à l'animation ou l'encadrement. Mais surtout, quelle garantie avons-nous que cette « expérience » soit positive et intéressante ? Prenons simplement l'exemple des BAFA. Nombre de municipalités prennent en charge, comme politique sociale, les frais de formation pour avoir le diplôme. C'est une bonne chose mais lorsqu'on peut suivre de près ces formations, on voit rapidement qu'elles sont soumises maintenant à des pressions qui les amènent à valider le diplôme, sans aucune exigence. Nous avons eu de nombreux témoignages dans ce sens.

Pour terminer ce rapide tour d'horizon, trop rapide, peu approfondi, et écrit sous pression temporelle, notons une chose pourtant elle aussi évidente : comme pour tout apprentissage, la motivation est un prérequis essentiel, souvent bien plus essentiel de tout autre. Comment le valider : une lettre de motivation ? Un entretien ?

Last but not least : qui va, in fine, dans l'hypothèse où il faudrait démontrer des prérequis pour entrer en STAPS, valider, vérifier les informations données ? Un travail sans doute immense, mais obligatoire, sans quoi la quête des prérequis n'aura servi à rien.

Une conclusion s'impose tout de même : peut-être faut-il raisonner autrement qu'avec cette idée, floue et renvoyant plutôt au sens commun !

RÉFLEXION PROSPECTIVE PLUTÔT QUE RÉTROSPECTIVE

Nous empruntons cette expression à l'article joint à ce texte (Indrizzi, l'IFE de Lyon).

Il est classique dans le système scolaire français d'imputer les problèmes et difficultés à l'étage inférieur, à ce qui a été (mal) fait avant. Les politiques l'ont bien compris puisqu'ils surfent depuis plusieurs années sur l'idée d'une priorité au primaire, pour autant et pour l'instant sans effet perceptible. Au risque de passer à côté de la vraie question : partant d'une situation et d'un constat à un moment « t », comment y remédier en offrant des perspectives ? Dans l'état actuel des choses et à moins de vouloir à tout prix laisser des milliers de bacheliers sans perspective et sans activité (aucune structure ne permet d'accueillir en masse les jeunes issus des Bacs pro. Le monde de l'entreprise est dans l'incapacité totale de le faire. On sait la difficulté de trouver ne serait-ce qu'un stage) on se doit de proposer quelque chose de pérenne. L'Université ne peut s'en tenir à sélectionner, même de façon déguisée et bricolée, sans s'interroger sur son propre avenir.

Il faut donc penser la remédiation : à quelles conditions et avec quels moyens, l'université peut organiser l'acquisition des connaissances et compétences nécessaires pour poursuivre ses études et obtenir un diplôme du supérieur ? Le plan licence n'a pas eu à grande échelle l'effet escompté même si ici ou là des expériences extrêmement intéressantes ont été menées. Il faut sans doute penser, et financer, la possibilité de mener de front, au moins en première année de licence, trois perspectives : mettre à niveau les élèves au plan des connaissances requises, les doter de compé-

tences non explicitement enseignées mais oh combien importantes pour ne serait-ce que suivre : être capable de prendre des notes, faire des synthèses, des fiches de lecture, se repérer dans la bibliothèque... Tout cela s'apprend ! (c'est d'ailleurs ce qui fait le succès des classes prépa), tout comme les amener à affiner leur projet, prendre conscience des difficultés, trouver des ressources pour combler les manques... grâce notamment à un tutorat renforcé.

Cela ne pourra pas se faire sans moyens, mais rien ne peut se faire sans moyens. Cela remet notamment en cause beaucoup de choses : le volume horaire actuel des maquettes qui rétrécit de plus en plus, ce qui pénalise évidemment les élèves déjà fragiles, la semestrialisation, qui retarde le moment possible d'évaluation et de réorientation, la faiblesse de la formation continue sur la pédagogie, celle-ci ne faisant pas partie des critères valorisés pour la carrière des enseignants, enfin le recrutement de formateurs qui pourrait se spécialiser dans ce registre de lutte contre l'échec. Enfin, il faudrait développer à grande échelle la recherche en/sur/pour l'éducation, en particulier sur tout ce qui touche aux facteurs de l'échec.

Le projet est ainsi autrement ambitieux, mais pourtant réaliste. C'est à ce prix que l'Université pourra incarner un projet sociétal d'élévation du niveau de connaissances et de qualifications requis pour des perspectives humanistes au monde d'aujourd'hui.